

# Table des matières

## PARTIE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

20 mars 1883. – CONVENTION de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Stockholm, le 14 juillet 1967 ( <i>Mon. 29 janvier 1975</i> )	
15 avril 1994. – ACCORD sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC), reproduit à l'Annexe 1 C de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, signé à Marrakech, au Maroc (ADPIC/TRIPS) ( <i>J.O. L 336, 23 décembre 1994; Mon. 23 janvier 1997</i> )	
31 mai 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la délivrance, par l'Office de la propriété intellectuelle, de documents et de services d'information en matière de propriété industrielle ( <i>Mon. 30 juin 1994</i> )	
28 février 2013. – CODE de droit économique	
31 août 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mise en œuvre, en ce qui concerne la signature électronique, de l'article I.14,11°, du Code de droit économique ( <i>Mon. 11 septembre 2014</i> )	

## PARTIE II - CRÉATIONS ET INVENTIONS

### Chapitre I<sup>er</sup> - Droit d'auteur et droits voisins

#### Législation internationale

6 septembre 1952. – CONVENTION universelle sur le droit d'auteur et Protocoles annexes ( <i>Mon. 30 août 1952</i> )	
11 janvier 1889. – TRAITÉ concernant la protection de la propriété littéraire et artistique entre divers États de l'Amérique du Sud, conclu à Montevideo ( <i>Mon. 17 septembre 1903</i> )	
24 juillet 1971. – CONVENTION de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914 et révisée à Rome le 2 juin 1928, à Bruxelles le 26 juin 1948, à Stockholm le 14 juillet 1967 et à Paris le 24 juillet 1971 ( <i>Mon. 10 novembre 1999</i> )	
26 octobre 1961. – CONVENTION internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome ( <i>Mon. 10 novembre 1999</i> )	
11 mai 1994. – CONVENTION européenne concernant des questions de droit d'auteur et de droits voisins dans le cadre de la radiodiffusion transfrontière par satellite, faite à Strasbourg le 11 mai 1994	
20 décembre 1996. – TRAITÉ de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 ( <i>Mon. 18 août 2006</i> )	
20 décembre 1996. – TRAITÉ de l'Organisation Mondiale de la Propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 ( <i>Mon. 18 août 2006</i> )	

#### Législation européenne

27 septembre 1993. – DIRECTIVE 93/83/CEE du Conseil relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble ( <i>J.O. L 248, 6 octobre 1993</i> )	
---	--

Édition 2016 (1<sup>er</sup> août 2016) – © Bruylant

22 mai 2001. – DIRECTIVE 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information ( <i>J.O. L 167, 22 juin 2001</i> )	86
27 septembre 2001. – DIRECTIVE 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale ( <i>J.O. L 272, 13 octobre 2001</i> )	88
12 décembre 2006. – DIRECTIVE 2006/115/CE du Parlement européen et du conseil relative au droit de location et de prêt et à certains droits voisins du droit d'auteur dans le domaine de la propriété intellectuelle ( <i>J.O. L 376, 27 décembre 2006</i> )	89
12 décembre 2006. – DIRECTIVE 2006/116/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins (version codifiée au 31 octobre 2011) ( <i>J.O. L 372, 27 décembre 2006</i> )	91
25 octobre 2012. – DIRECTIVE 2012/28/UE du Parlement européen et du Conseil sur certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines ( <i>J.O. L 299, 27 octobre 2012</i> )	92
26 février 2014. – DIRECTIVE 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur ( <i>J.O. L 84, 20 mars 2014</i> )	93

#### Législation belge

##### Droit d'auteur et droits voisins

30 juin 1994. – LOI relative au droit d'auteur et aux droits voisins ( <i>Mon. 27 juillet 1994; Err. Mon. 22 novembre 1994</i> )	101
4 février 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ( <i>Mon. 18 février 2011</i> )	103
7 février 2011. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL désignant les agents chargés de proposer aux auteurs d'infractions à la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, le règlement transactionnel visé à l'article 77ter, de la loi précitée ( <i>Mon. 18 février 2011</i> )	103
16 décembre 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions et les modalités de perception et de répartition de la rémunération annuelle supplémentaire des artistes interprètes ou exécutants, visée à l'article XI.210, § 2, du Code de droit économique, par une société de gestion ( <i>Mon. 24 décembre 2014</i> )	103

##### Sociétés de gestion collective

20 mai 1997. – LOI sur le financement du contrôle des sociétés de gestion de droits d'auteur et de droits voisins prévu par la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ( <i>Mon. 23 janvier 1999</i> )	105
11 décembre 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'agrément des agents désignés par les sociétés de gestion sur base de l'article 74 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ( <i>Mon. 28 mars 1998</i> )	105
7 janvier 1998. – ARRÊTÉ ROYAL instaurant un délégué du Ministre de la justice auprès des sociétés de gestion des droits et fixant son statut administratif et son statut pécuniaire ( <i>Mon. 7 février 1998</i> )	105
22 janvier 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le pourcentage de la base de calcul définie à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1997 sur le financement du contrôle des sociétés de gestion de droits d'auteur et de droits voisins prévu par la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ( <i>Mon. 12 février 1999</i> )	106
6 avril 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les renseignements et documents qui doivent accompagner la requête visant à être autorisé en tant que société de gestion de droits d'auteur ou droits voisins ( <i>Mon. 14 avril 2010</i> )	107

25 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'organisation administrative et comptable, au contrôle interne, à la comptabilité et aux comptes annuels des sociétés de gestion de droits d'auteur et de droits voisins ainsi qu'aux informations que celles-ci doivent fournir (*Mon. 27 juin 2014*) . . . . . 107

**Prêt public, copie privée et reprographie**

30 octobre 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la rémunération des auteurs et des éditeurs pour la copie dans un but privé ou didactique des œuvres fixées sur un support graphique ou analogue (*Mon. 7 novembre 1997*) . . . . . 112

13 décembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la rémunération pour prêt public et retirant l'arrêté royal du 25 avril 2004 relatif aux droits à rémunération pour prêt public des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de premières fixations de films (*Mon. 27 décembre 2012*) . . . . . 117

18 octobre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au droit à rémunération pour copie privée (*Mon. 24 octobre 2013*) . . . . . 119

**Rémunération équitable (droits voisins)**

11 janvier 2006. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL désignant les sociétés de gestion des droits et les organisations représentant les débiteurs de la rémunération prévue par l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins (*Mon. 30 janvier 2006*) . . . . . 122

**Droit de suite**

11 juin 2015. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions et les modalités de gestion du droit de suite visée aux articles XI.177 et XI.178 du Code de droit économique (*Mon. 17 juin 2015*) . . . . . 123

**Droit fiscal**

10 avril 1992. – CODE DES IMPÔTS sur les revenus 1992. – Arrêté royal portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus (*Mon. 30 juillet 1992*) . . . . . 124

**Chapitre II - Programmes d'ordinateur**

23 avril 2009. – DIRECTIVE 2009/24/CE du Parlement européen et du conseil concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur (version codifiée) (*J.O. L 111, 5 mai 2009*) . . . . . 125

**Chapitre III - Bases de données**

11 mars 1996. – DIRECTIVE 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la protection juridique des bases de données (*J.O. L 77, 27 mars 1996*) . . . . . 126

**Chapitre IV - Dessins et modèles**

**Législation internationale**

6 novembre 1925. – ARRANGEMENT de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels, révisé à Londres le 2 juin 1934 et à La Haye le 28 novembre 1960 (*Mon. 13 janvier 1979*) . . . . . 128

8 octobre 1968. – ARRANGEMENT de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels (*Mon. 3 juin 2004*) . . . . . 131

**Législation européenne**

13 octobre 1998. – DIRECTIVE 98/71/CE du Parlement européen et du Conseil sur la protection juridique des dessins ou modèles (*J.O. L 289, 28 octobre 1998*) . . . . . 134

12 décembre 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 6/2002 du Conseil sur les dessins ou modèles communautaires (*J.O. L 3, 5 janvier 2002*) . . . . . 135

19 avril 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 386/2012 du Parlement européen et du Conseil confiant à l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) des tâches liées au respect des droits de propriété intellectuelle, notamment la réunion de représentants des secteurs public et privé au sein d'un observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle (*J.O. L 129, 16 mai 2012*) . . . . . 146

**Législation Benelux**

25 février 2005. – CONVENTION Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) (*Mon. 26 avril 2006; Add. Mon. 24 août 2006*) . . . . . 148

25 février 2005. – PROTOCOLE sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) (*Mon. 26 avril 2006*) . . . . . 153

1<sup>er</sup> juin 2006. – RÈGLEMENT d'exécution de la convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) (*Mon. 19 juillet 2006*) . . . . . 154

24 octobre 2008. – PROTOCOLE ADDITIONNEL au traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) (*Mon. 4 novembre 2014*) . . . . . 159

**Chapitre V - Brevets**

**Législation internationale**

27 novembre 1963. – CONVENTION sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention (*Mon. 30 septembre/7 octobre 1977*) . . . . . 161

19 juin 1970. – TRAITÉ de coopération en matière de brevets (*Mon. 30 septembre / 7 octobre 1977*) . . . . . 161

24 mars 1971. – ARRANGEMENT concernant la classification internationale des brevets (*Mon. 30 novembre 1976*) . . . . . 170

28 avril 1977. – TRAITÉ de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, et règlement d'exécution, faits à Budapest (*Mon. 14 janvier 1984; Err. Mon. 17 juillet 1984*) . . . . . 173

**Législation européenne**

5 octobre 1973. – CONVENTION sur la délivrance de brevets européens (Convention sur le brevet européen) (*Mon. 4 septembre 2007*) . . . . . 176

15 décembre 1975. – CONVENTION relative au brevet européen pour le Marché-commun (Convention sur le brevet communautaire) . . . . . 188

23 juillet 1996. – RÈGLEMENT (CE) n° 1610/96 du Parlement européen et du Conseil concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques (*J.O. L 198, 8 août 1996*) . . . . . 195

6 juillet 1998. – DIRECTIVE 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (*J.O. L 213, 30 juillet 1998*) . . . . . 197

29 novembre 2000. – ACTE portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens (convention sur le brevet européen) du 5 octobre 1973, révisée en dernier lieu le 17 décembre 1991 (*Mon. 4 septembre 2007*) . . . . . 198

6 mai 2009. – RÈGLEMENT (CE) n° 469/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments (version codifiée) (*J.O. L 152, 16 juin 2009*) . . . . . 199

17 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet (*J.O. L 361, 31 décembre 2012*) . . . . . 201

17 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1260/2012 du Conseil mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction ( <i>J.O. L 361, 31 décembre 2012</i> ) . . . .	203
19 février 2013. – ACCORD relatif à une juridiction unifiée du brevet ( <i>Mon. 9 septembre 2014</i> ) . . . . .	203
27 mai 2014. – LOI portant assentiment à l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 19 février 2013 ( <i>Mon. 9 septembre 2014</i> )	214

### Législation belge

28 mars 1984. – LOI sur les brevets d'invention ( <i>Mon. 9 mars 1985</i> ) . . . .	215
8 juillet 1977. – LOI portant approbation des actes internationaux suivants: 1. Convention sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention, faite à Strasbourg le 27 novembre 1963; 2. Traité de coopération en matière de brevets, et Règlement d'exécution, faits à Washington le 19 juin 1970; 3. Convention sur la délivrance de brevets européens (Convention sur le brevet européen), Règlement d'exécution et quatre Protocoles, faits à Munich le 5 octobre 1973; 4. Convention relative au brevet européen pour le Marché-commun (Convention sur le brevet communautaire), et Règlement d'exécution, faits à Luxembourg le 15 décembre 1975 ( <i>Mon. 30 septembre et 7 octobre 1977</i> ) . . . . .	216
29 juillet 1994. – LOI sur le certificat complémentaire de protection pour les médicaments ( <i>Mon. 6 septembre 1994</i> ) . . . . .	218
21 avril 2007. – LOI portant diverses dispositions relatives à la procédure de dépôt des demandes de brevet européen et aux effets de ces demandes et des brevets européens en Belgique ( <i>Mon. 4 septembre 2007</i> ) . . . . .	218
27 février 1981. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au dépôt d'une demande de brevet européen, à sa transformation en demande de brevet national et à l'enregistrement de brevets européens produisant effet en Belgique ( <i>Mon. 5 mars 1981</i> )	219
21 août 1981. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au dépôt d'une demande internationale de brevet en Belgique ( <i>Mon. 5 novembre 1981</i> ) . . . . .	220
20 décembre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la tenue et aux mentions du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention ( <i>Mon. 9 mars 1985</i> ) . . . . .	220
20 décembre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission chargée de l'examen des demandes d'inscription au registre des mandataires agréés en application de l'article 64, § 3, de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention ( <i>Mon. 9 mars 1985</i> ) . . .	220
2 décembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention ( <i>Mon. 6 décembre 1986</i> )	221
18 décembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux taxes et taxes supplémentaires dues en matière de brevets d'invention et en matière de certificats complémentaires de protection ( <i>Mon. 23 décembre 1986; Err. Mon. 22 janvier 1987; Err. Mon. 7 août 1999</i> ) . . . . .	227
24 octobre 1988. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention ( <i>Mon. 11 novembre 1988</i> ) . . . . .	228
5 décembre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au dépôt d'une demande de brevet européen, à sa transformation en demande de brevet belge et à l'enregistrement de brevets européens produisant effet en Belgique ( <i>Mon. 12 décembre 2007</i> ) . . . . .	230
12 mai 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles XI.82 à XI.90 du livre XI du Code de droit économique, relatif au dépôt d'une demande de brevet européen, à sa transformation en demande de brevet belge et à l'enregistrement de brevets européens produisant effet en Belgique ( <i>Mon. 22 mai 2015</i> ) . . . . .	231
29 juin 2016. – LOI portant dispositions diverses en matière d'économie ( <i>Mon. 6 juillet 2016; Err. Mon. 8 juillet 2016</i> ) . . . . .	232

## Chapitre VI - Obtentions végétales

2 décembre 1961. – CONVENTION internationale pour la protection des obtentions végétales ( <i>Mon. 29 décembre 1976</i> ) . . . . .	233
27 juillet 1994. – RÈGLEMENT (CE) n° 2100/94 du Conseil instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales ( <i>J.O. L 227, 1<sup>er</sup> septembre 1994</i> ) . . . . .	234
17 septembre 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 874/2009 de la Commission établissant les modalités d'application du règlement (C.E.) n° 2100/94 du Conseil en ce qui concerne la procédure devant l'Office communautaire des variétés végétales ( <i>J.O. L 251, 24 septembre 2009</i> ) . . . . .	246
12 mai 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mise en œuvre des dispositions relatives au droit d'obtenteur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, «Propriété intellectuelle» dans le Code de droit économique et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juin 2015</i> ) . . . . .	256

## Chapitre VII - Savoir-faire

8 juin 1867. – CODE PÉNAL ( <i>Mon. 9 juin 1867; Err. Mon. 5 octobre 1867</i> )	260
3 juillet 1978. – LOI relative aux contrats de travail ( <i>Mon. 22 août 1978; Err. Mon. 30 août 1978</i> ) . . . . .	260
8 juin 2016. – DIRECTIVE (UE) n° 2016/943 du Parlement européen et du Conseil sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)l ( <i>J.O. L 157, 15 juin 2016</i> )	261

## PARTIE III - SIGNES DISTINCTIFS

### Chapitre I<sup>er</sup> - Marques

#### Législation internationale

14 avril 1891. – ARRANGEMENT de Madrid concernant l'enregistrement international des marques ( <i>Mon. 29 janvier 1975</i> ) . . . . .	264
15 juin 1957. – ARRANGEMENT de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques, du 15 juin 1957, révisé à Stockholm le 14 juillet 1967 et à Genève le 13 mai 1977 ( <i>Mon. 29 janvier 1975; Mon. 22 mai 1985</i> ) . . . . .	268
27 juin 1989. – PROTOCOLE relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques ( <i>Mon. 28 juillet 1998</i> ) . . . . .	269
27 octobre 1994. – TRAITÉ sur le droit des marques ( <i>Mon. 25 août 2004; Add. Mon. 25 juillet 2012</i> ) . . . . .	272
27 mars 2006. – TRAITÉ de Singapour sur le droit des marques . . . . .	278

#### Législation européenne

22 octobre 2008. – DIRECTIVE 2008/95/CE du Parlement européen et du conseil rapprochant les législations des États membres sur les marques (version codifiée) ( <i>J.O. L 299, 8 novembre 2008; Rect. J.O. L 11, 16 janvier 2009</i> )	285
26 février 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 207/2009 du Conseil de la Commission européenne sur la marque de l'Union européenne (version codifiée) ( <i>J.O. L 78, 24 mars 2009; Rect. J.O. L 312, 27 novembre 2015</i> ) . . . . .	287

#### Législation Benelux

25 février 2005. – CONVENTION Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) ( <i>Mon. 26 avril 2006; Add. Mon. 24 août 2006</i> ) . . . . .	322
--	-----

1 <sup>er</sup> juin 2006. – RÈGLEMENT d'exécution de la convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) ( <i>Mon. 19 juillet 2006</i> ) . . . . .	326
29 septembre 1958. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le mode de paiement des taxes de dépôt en matière de marques de fabrique et de commerce et de marques collectives ( <i>Mon. 29 octobre 1958</i> ) . . . . .	330
20 décembre 1966. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux demandes d'enregistrement international ou de renouvellement de l'enregistrement international d'une marque de fabrique ou de commerce ( <i>Mon. 28 décembre 1966</i> ) . . . . .	330

## Chapitre II - Indications géographiques et appellations d'origine

### Législation européenne

15 janvier 2008. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 110/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses et abrogeant le règlement (C.E.E.) n° 1576/89 du Conseil ( <i>J.O. L 39, 13 février 2008</i> ) . . . . .	331
29 avril 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 479/2008 du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole, modifiant les règlements (CE) n° 1493/1999, (CE) n° 1782/2003, (CE) n° 1290/2005 et (CE) n° 3/2008, et abrogeant les règlements (CEE) n° 2392/86 et (CE) n° 1493/1999. ( <i>J.O. L 148, 6 juin 2008</i> ) . . . . .	334
14 juillet 2009. – RÈGLEMENT (CE) n° 607/2009 de la Commission fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole ( <i>J.O. L 193, 24 juillet 2009</i> ) . . . . .	347
13 décembre 2011. – DIRECTIVE 2011/91/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux mentions ou marques permettant d'identifier le lot auquel appartient une denrée alimentaire ( <i>J.O. L 334, 16 décembre 2011</i> ) . . . . .	356
21 novembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ( <i>J.O. L 343, 14 décembre 2012</i> ) . . . . .	356
18 décembre 2013. – RÈGLEMENT délégué (U.E.) n° 664/2014 de la Commission complétant le règlement (U.E.) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement des symboles de l'Union pour les appellations d'origine protégées, les indications géographiques protégées et les spécialités traditionnelles garanties et en ce qui concerne certaines règles relatives à la provenance, certaines règles procédurales et certaines règles transitoires supplémentaires ( <i>J.O. L 179, 19 juin 2014</i> ) . . . . .	364

### Législation belge

7 septembre 1989. – DÉCRET du Conseil régional wallon concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (C.E.E.) n° 2081/92 et n° 2082/92 ( <i>Mon. 28 novembre 1989</i> ) . . . . .	366
25 septembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant application du décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92 ( <i>Mon. 26 janvier 2004</i> ) . . . . .	368
19 octobre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires et aux spécialités traditionnelles garanties des produits agricoles et des denrées alimentaires ( <i>Mon. 7 novembre 2007</i> ) . . . . .	370

22 octobre 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires et relatif aux spécialités traditionnelles garanties des produits agricoles et des denrées alimentaires ( <i>Mon. 20 novembre 2009; Err. Err. Mon. 29 janvier 2010</i> ) . . . . .	371
17 février 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la protection des indications géographiques, des appellations d'origine et des mentions traditionnelles de produits vitivinicoles et à la protection des indications géographiques de boissons distillées ( <i>Mon. 29 mars 2012</i> ) . . . . .	373

## Chapitre III - Labels de qualité

25 novembre 2009. – RÈGLEMENT (CE) n° 66/2010 du Parlement européen et du Conseil de la Communauté européenne établissant le label écologique de l'U.E. ( <i>J.O. L 27, 30 janvier 2010</i> ) . . . . .	375
---	-----

## Chapitre IV - Noms commerciaux, enseignes et dénominations sociales

7 mai 1999. – CODE DES SOCIÉTÉS ( <i>Mon. 6 août 1999</i> ) . . . . .	380
---	-----

## Chapitre V - Noms de domaine

22 avril 2002. – RÈGLEMENT (CE) n° 733/2002 du Parlement européen et du Conseil de la Communauté européenne concernant la mise en œuvre du domaine de premier niveau .eu ( <i>J.O. L 113, 30 avril 2002</i> ) . . . . .	381
28 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 874/2004 de la Commission établissant les règles de politique d'intérêt général relatives à la mise en œuvre et aux fonctions du domaine de premier niveau.eu et les principes applicables en matière d'enregistrement ( <i>J.O. L 162, 30 avril 2004</i> ) . . . . .	382
1 <sup>er</sup> janvier 2013. – RÈGLEMENT C.E.P.A.N.I. . . . .	385
10 mai 2013. – CONDITIONS D'ENREGISTREMENT des noms de domaine sous le domaine «.be» opéré par DNS.be . . . . .	396

## PARTIE IV - ASPECTS PROCÉDURAUX DES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### Chapitre I<sup>er</sup> - Aspects civils et judiciaires

29 avril 2004. – DIRECTIVE 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil relative au respect des droits de propriété intellectuelle ( <i>J.O. L 157, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 195, 2 juin 2004</i> ) . . . . .	400
9 mai 2007. – LOI relative aux aspects civils de la protection des droits de propriété intellectuelle ( <i>Mon. 10 mai 2007; Err. Mon. 15 mai 2007</i> ) . . . . .	402
10 mai 2007. – LOI relative aux aspects de droit judiciaire de la protection des droits de propriété intellectuelle ( <i>Mon. 10 mai 2007; Err. Mon. 14 mai 2007</i> ) . . . . .	402
10 octobre 1967. – CODE JUDICIAIRE . . . . .	402
16 juillet 2004. – LOI portant le Code de droit international privé ( <i>Mon. 27 juillet 2004</i> ) . . . . .	406

### Chapitre II - Aspects pénaux

15 mai 2007. – LOI relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle ( <i>Mon. 18 juillet 2007</i> ) . . . . .	407
20 octobre 2011. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 15 mai 2007 relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle ( <i>Mon. 7 novembre 2011</i> ) . . . . .	407

### Chapitre III - Aspects douaniers

4 décembre 2013. – RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (U.E.) n° 1352/2013 de la Commission établissant les formulaires prévus par le règlement (U.E.) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle (*J.O. L 341, 18 décembre 2013*) . . . . . 409

12 juin 2013. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil (*J.O. L 181, 29 juin 2013*) . . . . . 409

## **PARTIE V - DROITS DE L'INTERNET, DES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

### Chapitre I<sup>er</sup> - Communication électronique

8 juin 2000. – DIRECTIVE 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique») (*J.O. L 178, 17 juillet 2000*) . . . . . 416

13 juin 2005. – LOI relative aux communications électroniques (*Mon. 20 juin 2005*) . . . . . 419

10 juillet 2012. – LOI portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques (*Mon. 25 juillet 2012; Err. Mon. 20 septembre 2012*) . . . . . 458

### Chapitre II - Vie privée et protection des données personnelles

8 décembre 1992. – LOI relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (*Mon. 18 mars 1993*) . . . . . 460

13 février 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (*Mon. 13 mars 2001*) . . . . . 471

15 mars 2006. – Directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE (*J.O. L 105, 13 avril 2006*) . . . . . 475